

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 21/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SECHE ENVIRONNEMENT OUEST**

87-89 rue Louis Pasteur  
44550 Montoir-De-Bretagne

Références : N3-2026-481-Rapport  
Code AIOT : 0006304841

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement SECHE ENVIRONNEMENT OUEST implanté Route des Ferronniers ZI les Dorices 44330 Vallet. L'inspection a été annoncée le 18/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECHE ENVIRONNEMENT OUEST
- Route des Ferronniers ZI les Dorices 44330 Vallet
- Code AIOT : 0006304841
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Séché Environnement Ouest situé à Vallet, comprend une déchetterie professionnelle ainsi qu'une plateforme de compostage.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 et 25	Demande d'action corrective	1 mois
5	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative ICPE	Autre du 27/08/2018, article Annexe du donner acte	Sans objet
2	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet
3	Présence du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
6	Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E)	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Sans objet
7	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
8	Gestion des eaux de ruissellement déchetterie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32, 35 et 38	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	professionnelle		
9	Admission des déchets sur la plateforme de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.2 et 3.5.3	Sans objet
10	Surveillance de la pollution rejetée plateforme de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 5.6, 5.7 et 5.11	Sans objet
11	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités relatives à la disponibilité des moyens en eaux d'extinction ainsi qu'à leur confinement.

Par ailleurs, il est attendu que l'exploitant se positionne sur un spectre analytique des rejets des eaux de ruissellement, tant pour la plateforme de compostage que pour la déchetterie professionnelle.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois, un plan d'actions assorti d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/08/2018, article Annexe du donner acte			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Annexe du donner acte du 27/08/2018 :			
Rubrique	Désignation	G r a n d e u r caractéristique	Régime
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial 1. Collecte de déchets dangereux	23 tonnes	A

2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial 2. Collecte de déchets non dangereux	1360 m <sup>3</sup>	E
2780-1	1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux	29 t/j	D
2780-2	2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1	19 t/j (pas de boues)	D
2170	E n g r a i s , amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques	Fabrication de terre potagère - 9 t/j	D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de ) renfermant des matières organiques	Négoce de terre potagère - 1000 m <sup>3</sup>	D
1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les	Tri et stockage de souches - 2000 m <sup>3</sup>	D

	conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de biomasse et visés par la rubrique 2910-A		
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels	Broyage des souches - 450 kW	D
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	900 m <sup>3</sup> (bois, papiers, cartons, plastiques)	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre	600 m <sup>3</sup>	D
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes	900 m <sup>3</sup> (DIB en mélange)	DC

2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux 2-Autres cas	<1t (EPI amiante, amiante non lié dûment conditionné)	DC
--------	---	---	----

#### Constats :

Le site d'exploitation comporte les installations suivantes :

- une plateforme de compostage, avec une production de 1200 tonnes de compost en 2025 (soit environ 5.5 t/j),
- une plateforme de gravats,
- une déchetterie professionnelle comprenant :
  - une benne carton de 30 m<sup>3</sup>,
  - une benne ferraille de 30 m<sup>3</sup>,
  - une benne de déchets de bois non traités de 30 m<sup>3</sup>,
  - une alvéole tout-venant de 120 m<sup>3</sup>,
  - une alvéole de déchets de bois traités non dangereux de 30 m<sup>3</sup> (ainsi que 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> pleines en attente d'évacuation le jour de l'inspection),
  - une alvéole de verre de 30 m<sup>3</sup>,
  - un local dédié aux déchets ménagers spécifiques (déchets dangereux).
- une plateforme amiante comprenant le stockage d'amiante liée dans deux bennes de 30 m<sup>3</sup> (tonnage présent le jour de l'inspection : 1.98 tonnes) et le stockage d'amiante libre en big-bags (tonnage présent le jour de l'inspection : 300 kg).

Les volumes et les tonnages présents sur le site, le jour de l'inspection, sont conformes aux limites réglementaires fixées par le décret du 27 août 2018.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Vérification des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité des installations électriques

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques, réalisé le 17/07/2025, faisant état d'une observation relative à la présence d'oxydation au niveau du coffret situé au rez-de-chaussée du bungalow. L'exploitant a également présenté un bon d'intervention attestant du remplacement de ce coffret le 11/09/2025.</p> <p>Le certificat Q18 associé à cette vérification électrique conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Présence du plan de défense incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels ;</li> <li>- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan de défense incendie du site réalisé le 24/03/2026, qui comporte l'ensemble des items réglementaires.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La procédure en cas de déversement accidentel pourrait être jointe au plan de défense incendie.</p>



L'exploitant assurera la mise à jour du plan de défense incendie en fonction du calcul des besoins en eaux d'extinction et du volume de confinement associé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 et 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 21 :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p><b>Article 25 :</b> Vérification périodique et maintenance des équipements - L'exploitant effectue la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des extincteurs, en date du 26/02/2026, réalisé par un bureau de contrôle. 3 extincteurs ont été vérifiés et 2 ont été remis en service suite à ce contrôle.</p> <p>Le poteau incendie le plus proche est situé à plus de 100m du site. Il a été réceptionné par le SDIS 44 et a fait l'objet d'un essai de débit le 03/03/2025, concluant à un débit de 42m<sup>3</sup>/h à 1 bar. Ce niveau de débit ne permet pas de le retenir comme moyen de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs disposer d'une réserve incendie de 250 m<sup>3</sup> constituée par la lagune de compostage. Toutefois, ce bassin ne dispose pas de prises de raccordement et n'a pas fait l'objet d'une réception par le service prévision du SDIS 44. L'exploitant déclare que le chef du centre d'incendie et de secours de Vallet s'est rendu sur le site le 24 septembre 2025 et aurait indiqué à l'exploitant que les services disposaient du matériel nécessaire pour effectuer une aspiration dans cette réserve d'eau. cependant, la lagune de compostage ne peut pas être considérée comme une réserve incendie. En effet, en tant qu'ouvrage de traitement des effluents, cette réserve ne fait pas partie des points d'eau incendie conformes aux prescriptions applicables aux installations classées qui exigent des ressources accessibles et pérennes.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de déterminer précisément le volume nécessaire en eaux d'extinction ainsi que le débit associé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant déterminera le volume de besoin en eau d'extinction au moyen du calcul D9 ainsi que le débit associé. L'exploitant s'assurera ensuite de disposer du volume d'eau requis <u>en permanence</u> en cas d'incendie et du débit associé (en faisant valider formellement par les services du SDIS si volonté de recours à la lagune existante).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de confinement des eaux d'extinction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont</p>

stockées.
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Plateforme de compostage</b>  L'exploitant indique que le confinement des eaux susceptibles d'être polluées est assuré par une partie de la lagune de compostage, équipée d'un clapet de fermeture manuel, maintenu fermé en permanence. </li> <li> <b>Déchetterie professionnelle</b>  Les eaux susceptibles d'être polluées issues de la déchetterie professionnelle sont dirigées vers un débourbeur/déshuileur, équipé d'un ballon obturateur actionnable manuellement, permettant de retenir les eaux d'extinction à l'intérieur du site par mise en charge du réseau et montée en charge sur une partie de la déchetterie. La mise en place du ballon obturateur a été testée lors de l'inspection. Afin de faciliter le maintien en position du ballon obturateur, l'exploitant prévoit l'installation d'un crochet destiné à fixer la corde d'attache. </li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de définir, le jour de l'inspection, le volume de confinement nécessaire et ni le volume de confinement effectivement disponible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant détermine les volumes nécessaires de confinement des eaux d'extinction à l'aide du calcul de D9A et établit les volumes de confinement disponibles pour la plateforme de compostage et pour la déchetterie professionnelle (ces volumes devant être disponibles en permanence avec impossibilité qu'une réserve servant à l'extinction puisse servir également pour le confinement des eaux d'extinctio).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tri des D3E
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p> <p>Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international</p>

des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au deuxième alinéa de cet article.
<b>Constats :</b>  Les DEEE sont stockés dans une caisse-palette fournie par le prestataire, dans le local des déchets ménagers spéciaux (DMS). L'exploitant précise que les flux de DEEE sont très faibles. Le jour de l'inspection, aucun DEEE n'a été constaté dans le local DMS. Un fût présent dans ce même local permet de recueillir les éventuels DEEE contenant des batteries lithium. Le jour de l'inspection, ce fût était également vide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Maitrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un compte-rendu d'exercice de défense contre l'incendie réalisé le 10/04/2025, comprenant la simulation de mise en œuvre d'un extincteur de 40 litres, l'utilisation d'un tuyau d'eau et la simulation d'un appel aux services d'incendie et de secours, dans le cadre d'un scénario de départ d'incendie au niveau de la benne cartons.

N° 8 : Gestion des eaux de ruissellement déchetterie professionnelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32, 35 et 38

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

**Article 32 : Collecte des eaux pluviales.**

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Article 35 : Valeurs limites de rejet**

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 100 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

<p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p><b>Article 38 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</b></p> <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur la partie déchetterie professionnelle, les eaux de ruissellement sont collectées, traitées via un séparateur d'hydrocarbures, puis rejetées vers le réseau collectif des eaux pluviales de la zone industrielle des Dorices.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyse des eaux prélevées au niveau du séparateur d'hydrocarbures en date du 05/08/2025. Aucun dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) n'est observé. Certaines valeurs indiquées comme objectifs dans le rapport d'analyse, notamment pour les MES, DCO et DBO5, ne correspondent pas aux valeurs de référence réglementaires.</p> <p>L'exploitant a également présenté un bon de travaux relatif à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures réalisé le 26/03/2026, ainsi que le bordereau de suivi de déchets n°BSD-20260324-DF85F7MWC associé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie le spectre analytique retenu pour l'analyse des eaux de rejets issues de la déchetterie professionnelle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Admission des déchets sur la plateforme de compostage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.2 et 3.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>3.5.2 Information préalable sur les matières à traiter</b></p> <p>L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation</p>

et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

### 3.5.3 Enregistrement lors de l'admission

Toute admission de déchets ou de matières destinés à être compostés donne lieu à un enregistrement :

- de leur désignation ;
- de la date de réception ;
- du tonnage ;
- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;
- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

L'exploitant est en mesure de justifier de la masse des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.

Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de 3 ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

#### Constats :

L'exploitant a présenté un cahier des charges relatif à l'admission des déchets verts destinés à la production de compost.

Le jour de l'inspection, un contrôle par sondage des fiches d'information préalable (FIP) a été réalisé avec le responsable du site. Les FIP suivantes ont été consultées :

- COFIROUTE : certificat d'acceptation préalable n°VLT2601013810 pour 9,98 tonnes de déchets verts apportés le 11/02/2026 (FIP valable du 01/01/2026 au 31/12/2026),
- TAILLE CREONS PAYSAGISTE : certificat d'acceptation préalable n°VLT2603240217 pour 0,94 tonne de déchets verts apportés le 02/04/2026 (FIP valable du 24/03/2026 au 23/03/2027).

Le responsable du site indique que le logiciel de pesée bloque toute opération si le producteur de déchets ne dispose pas d'une FIP valide.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Surveillance de la pollution rejetée plateforme de compostage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 5.6, 5.7 et 5.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des eaux de rejets

**Prescription contrôlée :**

#### 5.6. Mesure des volumes rejetés

La quantité d'eau rejetée est évaluée une fois par an à partir d'un bilan hydrique intégrant les quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel. Les résultats de cette évaluation sont portés dans le dossier mentionné à l'article 1.4.

### 5.7 Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de la convention de déversement dans le réseau public (art. L.1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline).
- température < 30° C

b) dans le cas de rejet dans un réseau public équipé d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO<sub>5</sub> ou 45 kg/j de DCO :

- matières en suspension : 600 mg/l
- DCO 2 000 mg/l
- DBO<sub>5</sub> 800 mg/l

Le raccordement à une station de traitement des eaux usées collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec les autorités compétentes. Dans ce cas, les valeurs limites ci-dessus peuvent être modifiées et des paramètres supplémentaires introduits par l'arrêté d'autorisation de déversement prévu par l'article L1331-10 du code de la santé publique.

c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration :

- matières en suspension : 100 mg/l si flux journalier < 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,
- DCO : 300 mg/l si flux journalier < 100 kg/j, 125 mg/l au-delà,
- DBO<sub>5</sub> : 100 mg/l si flux journalier < 30 kg/j, 30 mg/l au-delà.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec les objectifs de qualité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement.

### 5.11 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.7 susceptibles d'être émis par l'installation est effectuée sur les effluents rejetés au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées en période d'excédent hydrique sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats de ces mesures de concentration sur les rejets sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Au niveau de la plateforme de compostage, les eaux de ruissellement sont collectées puis transitent par la lagune de compostage. Les eaux peuvent ensuite être rejetées vers le réseau d'assainissement collectif de la zone industrielle.

L'exploitant a présenté un rapport d'analyse des eaux prélevées dans la lagune datant du 26/11/2024. Aucun dépassement des VLE n'est constaté.

L'exploitant a présenté la convention de rejet vers le réseau d'assainissement collectif, signée le 22/05/2024 avec la communauté de communes de Sèvre et Loire. Les paramètres mesurés



<p>correspondent aux dispositions fixées par cette convention de rejet.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté une analyse complémentaire des eaux du 24/03/2025 au niveau de la lagune de compostage pour les paramètres suivants : AOX, Chrome VI, indice phénols et cyanures totaux. L'exploitant indique que cette analyse a été réalisée en réponse aux exigences de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant justifiera le spectre analytique retenu pour le suivi des rejets de la plateforme de compostage, ainsi que les VLE associées et les fréquences d'analyse mises en œuvre.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Contrôle des émissions sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de contrôle réglementaire des niveaux sonores réalisé le 04/06/2024 par un bureau de contrôle. Le rapport conclut à la conformité des mesures relevées au niveau des 4 points situés en limite de propriété ainsi qu'au point situé en zone à émergence réglementée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>